




V/Réf.:

	
Goblet Lavandier & Associés Ingénieurs-Conseils S.A.	
Entrée:	30 SEP. 2016
Distribué:	<i>Bor</i>

GOBLET LAVANDIER & ASSOCIÉS SA
B.P. 2125
L-1021 LUXEMBOURG

Recommandée**N° dossier: 3/2016/0014/141***A indiquer lors de toute correspondance s.v.p.*

Dossier suivi par: Monsieur Pierre GILBERTZ

Tél: 247-76100 Email : pierre.gilbertz@itm.etat.lu

Objet : Demande d'autorisation du 08 février 2016 relative à l'exploitation des surfaces administratives au bâtiment 1 et la construction du bâtiment 2 à Foetz, Rue de l'Industrie, numéro cadastral 222/1128, pour le compte de la SA SITE INDUSTRIEL.

Mesdames, Messieurs,

Par la présente j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe l'arrêté N° 3/2016/0014/141 du 27 septembre 2016 du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire relatif à la demande précitée.

Pour le Directeur,

Natascha Thorn
Employée



Luxembourg, le 27 SEP. 2016

AUTORISATION D'EXPLOITATION

N° 3/2016/0014/141

Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,

Vu la demande du 8 février 2016 présentée par la SA GOBLET LAVANDIER & ASSOCIES, au nom et pour le compte de la SA SITE INDUSTRIEL, aux fins de pouvoir obtenir l'autorisation pour la construction et l'exploitation des halls industriels SISA à Foetz, rue de l'Industrie, numéro cadastral 222/1128, que plus particulièrement l'autorisation est sollicitée pour les éléments suivants:

- des surfaces administratives au bâtiment N°1 d'une surface totale d'environ 1.978 m² réparties dans 3 halls et sur 2 niveaux;
- un groupe de production d'eau glacée à condensation par air d'une puissance frigorifique d'environ 157 kW;
- un transformateur à huile d'une puissance nominale d'environ 630 kVA;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés;

Vu le plan de situation et celui des lieux;

Vu le rapport de réunion intitulé « Halls industriels SISA à Foetz » (Rapport N° P13-115/BOR), élaboré en date du 24 mars 2014 par la SA GOBLET LAVANDIER & ASSOCIES;

ARRÊTE:

Article 1^{er}: - L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions d'exploitation suivantes:

I) Conditions générales

1) L'établissement respectivement les installations doivent être aménagées et exploitées conformément aux plans et indications techniques contenus dans le dossier de la demande et conformément aux prescriptions du présent arrêté.



Ces mêmes prescriptions sont seules d'application en cas de contradictions entre les indications du dossier de la demande et les stipulations de la présente autorisation.

- 2) Le dossier de la demande d'autorisation ainsi que les autres pièces liées à l'autorisation d'exploitation pourront être consultés auprès de l'Inspection du travail et des mines par toute personne pouvant démontrer un intérêt légitime.
- 3) Toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant afin de garantir la sécurité et l'hygiène, la salubrité et l'ergonomie sur le lieu de travail ainsi que d'une façon générale la sécurité, la salubrité ou la commodité par rapport au public ou au personnel.
- 4) L'exploitant doit se soumettre aux obligations nouvelles qui pourront lui être imposées ultérieurement par l'autorité compétente dans l'intérêt de la sécurité, de la salubrité et de la commodité par rapport au public ou au personnel.
- 5) L'exploitant devra faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines dans les délais indiqués tous les rapports de contrôle énoncés, le cas échéant, dans la présente autorisation.
- 6) Une nouvelle autorisation est requise pour tout transfert, toute extension et toute transformation de l'établissement.
- 7) La visite de l'établissement par les agents de l'autorité de contrôle compétente doit être concédée en tout temps par l'exploitant.
- 8) Lors d'un contrôle d'inspection, une copie de la présente autorisation d'exploitation doit être mise à la disposition de l'autorité de contrôle compétente.
- 9) La présente autorisation est à porter à la connaissance du personnel de l'établissement, qui doit pouvoir la consulter à tout moment.
- 10) L'établissement respectivement les installations doivent être mis en exploitation dans un délai de 24 mois à partir de la date de la notification du présent arrêté.
- 11) Les droits des tiers sont et demeurent réservés.
- 12) La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention d'autres autorisations éventuellement requises en vertu d'autres dispositions légales applicables en la matière.

II) Conditions particulières

- 1) Le chantier et son organisation doivent répondre aux prescriptions des publications suivantes:

ITM-CL 144.1:

Installations électriques de chantier - Prescriptions de sécurité types

ITM-SST 1408.2:

Chantiers de construction et de démolition

ITM-SST 1515.1:

Prescriptions de sécurité incendie - Dispositions applicables aux chantiers

Par dérogation aux publications ci-dessus, une réception par un organisme de contrôle n'est pas requise pour le chantier.



2) L'établissement respectivement les installations doivent être mis en œuvre, construits, aménagés et exploités conformément aux prescriptions des publications suivantes:

ITM-CL 7.1:

Postes de transformation

ITM-SST 1106.2:

Blitzschutz

ITM-SST 1500.2:

Prescriptions de prévention incendie - Définitions générales

ITM-SST 1501.3:

Prescriptions de prévention incendie - Dispositions générales - Bâtiments bas

ITM-SST 1504.2:

Prescriptions de prévention incendie - Dispositions spécifiques - Bâtiments administratifs

ITM-SST 1814.1:

Installations de ventilation et de conditionnement d'air

3) Copies des publications reprises ci-dessus sont jointes au présent arrêté pour en faire partie intégrante.

4) Sont également à respecter les conditions et remarques reprises dans le rapport de réunion du 24 mars 2014 (Rapport N° P13-115/BOR) précité. En cas de contradictions entre certaines dispositions des prescriptions susmentionnées et le rapport précité, ce dernier est applicable.

III) Rapports de réception

Un rapport de réception et de contrôle, dressé par un organisme de contrôle choisi parmi ceux publiés au règlement ministériel du 6 mai 1996 concernant l'intervention d'organismes de contrôle dans le cadre des compétences et attributions de l'Inspection du travail et des mines, doit être établi pour l'ensemble de l'établissement et des installations.

Une copie du dossier de la demande d'autorisation y comprises, le cas échéant, les informations supplémentaires ainsi que la présente autorisation, sont à mettre à disposition de l'organisme de contrôle par le commettant de l'organisme de contrôle.

Le rapport en question doit comprendre:

- a) la réception et tous les contrôles et essais à effectuer dans le cadre des différentes conditions d'exploitation respectivement des prescriptions de sécurité et de santé-types jointes en annexe à la présente autorisation;
- b) la réception et tous les contrôles et essais à effectuer des installations de sécurité, telles que les installations de détection d'incendie, les installations d'extinction automatique, les équipements de lutte contre l'incendie, les portes et installations coupe-feu et coupe-fumée, les chemins d'évacuation et les issues de secours, les installations de détection de gaz, l'éclairage et la signalisation de sécurité, le compartimentage, le désenfumage, etc.;
- c) la réception de la mise en sécurité des machines et autres équipements de travail;
- d) la réception et tous les contrôles et essais à effectuer des installations électriques.

Le rapport de réception et de contrôle final doit être soumis pour visa par l'organisme de contrôle à l'Inspection du travail et des mines avant la mise en exploitation des nouvelles installations.

Sont visées les prescriptions de sécurité et de santé-types suivantes avec les articles afférents respectifs dont des extraits sont cités ci-après. Des allègements, dispenses et dérogations aux présentes prescriptions peuvent être accordés cas par cas mais uniquement si des mesures de rechange garantissant une protection au moins équivalente sont prises.



ITM-SST 1106.2	<p>Blitzschutz</p> <p>(...)</p> <p>Art. 1 Die Errichtung eines Blitzschutzsystems (LPS) ist gemäß DIN EN 62305 Teil 3 (VDE 0185-305-3) durchzuführen. Dessen Abnahme bzw. deren Wiederholungsprüfungen sind vorwiegend entsprechend der Norm DIN EN 62305 Teil 3 (VDE 0185-305-3) durchzuführen.</p> <p>(...)</p> <p>Art. 3 Nach Fertigstellung des Blitzschutzsystems sind sämtliche Anlagenteile von einem Kontrollbüro (organisme de contrôle agréé) abzunehmen. Das Abnahmeprotokoll (Prüfbericht) ist der Gewerbeinspektion (Inspection du travail et des mines) zum Visum vorzulegen.</p> <p>(...)</p>
ITM-SST 1501.3	<p>Prescriptions de prévention incendie - Dispositions générales - Bâtiments bas</p> <p>(...)</p> <p>Art. 11 L'exploitant ne peut prendre ou reprendre en service une installation technique que s'il dispose des rapports de réception d'un organisme agréé et d'autres documents requis.</p> <p>(...)</p> <p>Art. 12 Les installations au gaz, comportant au moins un des appareils à gaz énumérés à l'article 8 paragraphe 1^{er} du règlement grand-ducal du 27 février 2010 concernant les installations à gaz sont à réceptionner par le service compétent de la Chambre des Métiers.</p> <p>(...)</p> <p>Art.17 Une réception générale comprenant la réception des installations de sécurité est obligatoire.</p> <p>(...)</p>
ITM-SST 1504.2	<p>Prescriptions de prévention incendie - Dispositions spécifiques - Bâtiments administratifs</p> <p>(...)</p> <p>Art. 17 Voir dispositions générales (ITM-SST 1501, 1502 et 1503 (Art. 11, 12 et 17))</p> <p>(...)</p> <p>Art. 11 L'exploitant ne peut prendre ou reprendre en service une installation technique que s'il dispose des rapports de réception d'un organisme agréé et d'autres documents requis.</p> <p>(...)</p> <p>Art. 12 Les installations au gaz, comportant au moins un des appareils à gaz énumérés à l'article 8 paragraphe 1^{er} du règlement grand-ducal du 27 février 2010 concernant les installations à gaz sont à réceptionner par le service compétent de la Chambre des Métiers.</p> <p>(...)</p> <p>Art.17 Une réception générale comprenant la réception des installations de sécurité est obligatoire.</p> <p>(...)</p>

Article 2: - Le présent arrêté et ses annexes sont transmis par l'Inspection du travail et des mines à l'intéressé pour lui servir de titre et à l'Administration communale de Mondorcange pour en faire assurer l'exécution conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.



Article 3: - Conformément à l'article 19 de la loi modifiée du 10 juin 1999 susmentionnée, à la loi du 12 juillet 1999 portant révision de l'article 95 de la constitution et à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours peut être interjeté contre la présente décision par ministère d'avoué auprès du tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours à partir de la notification de la décision.

Le Ministre du Travail, de l'Emploi
et de l'Économie sociale et solidaire,
par délégation

Marco BOLY
Directeur

de l'Inspection du travail
et des mines

